

# CONTRE LES DÉTOURNEMENTS DE PROCÉDURE ! CONTRE LES EXPULSIONS IMMÉDIATES !

Depuis quelques années, une politique de plus en plus répressive anti-squat se banalise dans l'agglomération de Grenoble rendant toujours plus difficile les ouvertures de squats et laissant de très nombreux logements vides et de plus en plus de personnes à la rue.

Leur tactique ? Au moment où les occupations de bâtiments vides sont rendues visibles, la police procède à des expulsions systématiques, avec des propos du genre « c'est une violation de domicile », ou « y'a pas de délais qui protègent les squatteurs, on peut expulser comme on veut ». Bon, sauf que c'est à un tribunal compétent de statuer sur une expulsion, pas à la préfecture, ni aux propriétaires !

Les flics, la préfecture et le procureur s'arrangent pour pouvoir expulser les lieux en détournant leurs propres lois. Les petits arrangements de dernière minute, les bidouilles qui leur permettent d'outrepasser le droit au logement, les flics les connaissent et en abusent : opérer en urgence, coûte que coûte, en dehors des procédures légales (procédures légales qui ne garantissent pas beaucoup plus la pérennité d'un squat, on s'entend !)

Dernièrement, une de leur manœuvre préférée pour expulser consiste à inventer un délit de dégradation en réunion. Ils peuvent ainsi embarquer les habitant·e·s en garde à vue dans le cadre de l'enquête et pendant ce temps là fermer les lieux et empêcher leurs occupant·e·s d'y revenir.

Les municipalités se targuent de ne pas avoir de logements vides et disponibles... forcément elles en donnent la gestion à l'EPFL (Établissement Public Foncier Local). Au final, cet organe de la Métro est propriétaire des logements vides que les communes lui cèdent en attendant d'avoir des projets à mener sur ces logements et participe donc à la spéculation immobilière. C'est

donc sûrement le plus gros propriétaire de logements vides de l'agglomération, pour le compte des mairies !

L'EPFL et les mairies sont spécialistes de ces magouilles avec la préfecture pour éviter à tout prix que ses logements ne soient squattés !

Et le prix est élevé, ainsi ils choisissent de déboursier des centaines de milliers d'euros pour murer, barricader et mettre sous surveillance par tous moyens (alarmes, rondes de vigiles...) leurs bâtiments vides, souvent pendant plusieurs années. À la manœuvre, la boîte de sécurité SAGS dont le chiffre d'affaires est assuré à près de 80 % par le contrat passé avec l'EPFL.

Ces politiciens\*, sous couvert de social, co-construction, développement, aménagement, concertation et autres mots issus de leur novlangue, expulsent les plus pauvres, s'attaquent aux classes et aux quartiers populaires pour laisser place à l'éco-ville aseptisée et bourgeoise de demain avec l'aimable soutien de leurs chiens de garde policiers.



**AUJOURD'HUI, NOUS OCCUPONS DONC UNE MAISON  
AU 16 CH. ROBESPIERRE APPARTENANT À L'EPFL  
POUR LE COMPTE DE LA MAIRIE DE GRENOBLE !**

Tant que nous continuerons de vivre dans ce monde de merde, ce rouleau compresseur capitaliste, raciste, impérialiste et patriarcal, nous continuerons à nous dresser sur son chemin, à lutter et à être solidaires de celles et ceux qui en subissent la répression.

Et tant qu'on vivra dans une ville faite pour accueillir tous les éco-ingénieurs et les skieurs bourgeois du monde, nous continuerons de squatter parce que c'est une nécessité mais aussi un plaisir !

**CONTRE TOUTES LES EXPULSIONS ! SQUATTE TA VILLE !**

\*Sachant que la présidente de l'EPFL, Mme Garnier, est élue à la mairie de Grenoble, du parti EELV.